

Le rôle de l'histoire dans les sciences sociales en Afrique: passé, présent et futur

Thierno M Bah*

Longtemps considérée comme un "continent sans histoire", un continent "stable et conservateur", sans dynamique propre, l'Afrique a fourni depuis la fin du XIX^e siècle, d'importantes données archéologiques et anthropologiques qui ont bouleversé la chronologie de l'histoire culturelle et technique de l'Humanité. Des découvertes intervenues notamment dans la région des Hauts Plateaux de l'Afrique orientale montrèrent à l'évidence, que l'Afrique fut une zone privilégiée d'émergence de l'espèce humaine. Les diverses recherches qui se déroulent partout sur le continent, apportent des éléments favorisant une nouvelle lecture de l'histoire africaine, une histoire totale dont les racines plongent dans les profondeurs des temps préhistoriques.

Dans nos sociétés traditionnelles, l'histoire, tellement ancienne et toujours actuelle occupe une place de choix. Tout au long des siècles, elle a exercé un irrésistible attrait aussi bien sur l'aristocratie que sur les autres composantes de la société. Dans l'Afrique Soudano-sahélienne, le griot, au sens noble du terme, fait office d'historien; dans le monde bantou, les spécialistes du *mvet* et joueurs de *hilum* remplissent la même fonction. Guides et conseillers, maîtres de la parole et des secrets du passé, généalogistes, ils apportent à la société la preuve de sa noblesse et retracent le chemin triomphal de son devenir. L'historien traditionaliste, tel qu'il apparaît dans la grande geste du Mali ou dans d'autres épopées, était en mesure de conférer à l'utopie un fondement raisonnable, en la montrant enracinée et déjà grandissante dans le passé. L'histoire ici revêt une dimension totale, englobant tous les aspects de la vie de l'homme en société.

C'est avec les manifestations de l'impérialisme européen et l'émergence de l'historiographie coloniale qu'une habile et cynique stratégie de domestication a voulu déposséder l'Afrique de son passé. Au nom de la conscience raciale doublée d'une attitude paternaliste, des idéologues tel Hegel n'ont pas voulu accorder aux Africains plus de valeur que les autres éléments de l'environnement qui faisaient la convoitise des nations européennes. Toute la production historique de l'époque est caractérisée par l'eurocentrisme, qui explique la dynamique interne de l'histoire de

l'Afrique principalement du point de vue du colonialisme et du chauvinisme, faisant des Brazza, Cecile Rhodes, des personnages Prométhéens.

Les conditions ont récemment changé sur tous les fronts. La lutte anticoloniale a retourné les "arguments" qui légitimaient la sujétion. A la négation du passé indigène, a répondu son innovation et son exaltation. Après la deuxième guerre mondiale, des leaders nationalistes firent un pèlerinage aux sources de leur passé, à la recherche des bases d'une conscience nationale; dans les royaumes de l'époque précoloniale, on cherche l'éclat des gloires ancestrales, et les résistants à l'intrusion européenne furent cités en exemple. C'est là une autre dimension de l'imbrication constante, dans nos sociétés, du passé et du présent, dans une sorte de rapport dialectique.

Une véritable révolution s'enclencha au lendemain de la deuxième guerre. Elle est liée à la fondation d'universités en Afrique noire, dont les plus prestigieuses sont Ibadan, Dakar et Makerere. Une génération d'historiens professionnels s'y forma aux techniques de l'heuristique. Entre 1950 et 1960, une recherche critique organisée remplaça progressivement, les efforts de bricolage dispersés qui avaient caractérisé administrateurs coloniaux et hommes d'Eglise, amateurs d'histoire.

L'accession à l'indépendance des peuples africains a mis l'histoire au premier plan. A cette phase cruciale du devenir de l'Afrique, le problème s'est posé de reconvertir les sciences sociales, particulièrement l'histoire, de manière à les retourner et à les faire fonctionner pour l'Afrique et les peuples africains. Dès lors, l'histoire africaine s'imposait comme faisant partie intégrante de l'histoire de l'humanité, sans laquelle aucune histoire universelle ne pouvait s'estimer complète. L'histoire africaine ici s'entend comme l'histoire du continent qui met l'accent sur les activités africaines, les adaptations africaines, les choix africains, les initiations africaines, en faisant connaître la genèse et les lignes d'évolution de ses structures politiques, sociales, économiques, culturelles et religieuses. Cette histoire est le fait d'Africains, mais aussi d'Européens, d'Américains, d'Asiatiques, "africanistes de bonne foi", pour reprendre une formule chère à Cheikh Anta Diop.

Progressivement, l'histoire allait s'imposer comme discipline majeure en Afrique, en interaction avec les autres disciplines des sciences sociales, dans une perspective pluridisciplinaire féconde.

La science historique ne progresse pas seulement par accumulation. Elle joue pleinement son rôle et fait un bon en avant qualitatif en accordant une grande attention aux problèmes théoriques, en réfléchissant sur les conditions mêmes de la recherche. Dans cette perspective, les congrès, colloques et séminaires ont constitué des cadres privilégiés, des lieux de rencontre et de discussion qui ont brisé les cloisons, permettant l'émergence de ce qu'on pourrait qualifier de véritable Ecole historique africaine.

C'est en 1961, à Londres, pour la première fois au lendemain des indépendances, que fut organisée une conférence internationale sur l'histoire et l'archéologie africaines. Les réflexions portèrent sur l'épistémologie et les méthodologies, au regard des problématiques nouvelles et d'une plus grande valorisation de la science historique africaine.

La même année, fut organisé à Dakar le congrès international d'historiens africains. Des spécialistes venus de plusieurs universités d'Afrique et d'Europe y participèrent. Les débats tournèrent autour de la question fondamentale du rôle de l'histoire en Afrique tropicale. Des orientations de recherches pertinentes furent définies, en rapport avec les techniques de l'histoire, l'histoire devant l'Afrique moderne, les aspects particuliers de l'histoire en Afrique, la dimension régionale de l'histoire, etc. Les conclusions du congrès de Dakar de 1961 insistèrent sur l'urgence de la collecte des documents oraux.

En 1964, la conférence générale de l'UNESCO, dans le cadre des efforts déployés pour favoriser la compréhension mutuelle des peuples et des nations, a décidé de l'élaboration et de la publication d'une histoire générale de l'Afrique. Cet effort marque incontestablement un tournant déterminant la prise en compte, par la communauté scientifique internationale, des valeurs positives de l'Afrique. Document scientifique de grande valeur, oeuvre d'éminents spécialistes, l'histoire générale de l'Afrique, constitue une source de référence privilégiée pour tous ceux qui s'intéressent au passé de notre continent.

Un moment déterminant de l'évolution de l'historiographie africaine est incontestablement le congrès international de Dar-es-Salaam d'octobre 1965. Dans son allocution d'ouverture, Mwalimu Nyerere déclara que "le passé et le présent ne font qu'un et leurs spécialistes respectifs doivent les comprendre tous les deux", donnant ainsi aux travaux du congrès, une orientation plus féconde. Les spécialistes présents à Dar-es-Salaam, par leur qualité et leur nombre ont ouvert des perspectives nouvelles à l'histoire africaine. Si en effet à Dakar, les recherches se sont penchées sur le métier d'historien dans le contexte de l'Afrique, à Dar-es-Salaam, elles posèrent des problèmes de fond touchant à la philosophie même de l'histoire. Aussi, de nombreuses questions théoriques furent envisagées; quels sont les concepts africains du passé? Quelle objectivité peut-on attribuer à l'histoire fondée sur la tradition orale et comment procéder pour la présenter objectivement? Quelle est la valeur historique des oeuvres du passé plus récent, à la lumière des témoignages oraux et *vice versa*? Des résolutions furent adoptées, énonçant que l'histoire africaine est partie intégrante de l'histoire universelle et que son étude suppose que le peuple africain est maître de son destin. C'est de ces principes et idées que naquit l'école historique de Dar-es-Salaam, réputée pour sa vitalité et son engagement.

C'est une nouvelle fois à Dakar, en 1972, que les historiens africains prirent rendez-vous. Cette rencontre revêt une dimension particulière. Placée sous le patronage du président Léopold Sédar Senghor, la réunion de Dakar vit la participation de nombreux scientifiques, conscients de leur responsabilité sociale. Il se dégagait une prise de conscience nette de la nécessité d'unir à l'échelle continentale, les efforts des historiens. C'est là que furent jetées les bases d'une Association panafricaine des historiens qui au fil des ans, allait s'imposer comme cadre privilégié de promotion de la science historique sur notre continent.

Au II^e congrès panafricain des historiens, tenu en décembre 1975 à Yaoundé, on passa de la prise de conscience à la maturité. Pour la première fois, des historiens de toutes les régions de l'Afrique libre se sont retrouvés pour discuter de l'organisation de leur corporation, des problèmes de méthode, de pédagogie et des moyens d'une politique scientifique appropriée. Le thème central du colloque, "Histoire et Développement" est révélateur des problématiques qu'imposait alors à l'historien, un environnement socio-économique caractérisé par l'incertitude. Les communications, riches et variées ont prouvé que l'histoire n'est pas une fuite en arrière, dans un narcissisme béat fondé sur un scientisme stérile. Il est apparu que l'histoire en tant qu'expérience collective vécue et correctement restituée est source et ressource de développement. Une conception économiste et simpliste du devenir des sociétés avait voulu réduire le développement à la seule connaissance matérielle. Or il est établi que le développement doit être conçu comme un processus global de transformation des sociétés. Dès lors, il fut clair que l'histoire, axe des sciences sociales et de la culture, pouvait jouer un rôle fondamental dans la réflexion sur le développement et l'élaboration de stratégies adéquates. L'historien est dans cette perspective d'autant plus sollicité que notre continent a vécu, de façon dramatique une longue période marquée par la traite négrière, la dépossession et l'aliénation, autant de facteurs explicatifs de la situation de sous-développement qui caractérise notre continent.

Au lendemain des indépendances, l'histoire nationale apparut à la fois comme le fondement et le reflet d'une mosaïque d'Etats hérités du partage colonial. Trente ans après, le bilan de l'exercice de l'Etat-nation en Afrique paraît sombre. Le cadre étatique qui le caractérise n'aura pas pu promouvoir le développement escompté. De plus en plus la dimension régionale s'impose comme l'axe approprié pour sortir nos pays de l'impasse. Face à ces aspirations d'intégration, l'historien qui a une fonction sociale à remplir, ne pouvait être indifférent. Tout en évitant de verser dans un positivisme et un fonctionnalisme de mauvais aloi, il devait mettre en valeur tous les aspects susceptibles de briser les barrières et de favoriser le rapprochement de nos peuples. L'histoire dans ce sens apparaît comme un aiguillon exerçant sur la sensibilité collective un puissant appel.

Ce sont ces motivations qui expliquent l'heureuse initiative conjointe du CODESRIA et de l'UNESCO d'organiser en 1989 à Ndjaména, un séminaire méthodologique sur le thème "Quelle histoire pour l'Afrique de demain?". Il s'agissait de porter la réflexion sur les moyens de soutenir, par la recherche historique, les efforts d'intégration régionale des Etats africains. Il est apparu que cet impératif catégorique est à même de trouver un argumentaire dans le passé. Il s'agit pour cela, de fouiller les racines susceptibles d'assurer plus de solidité et de vitalité au présent et au futur. Dans cette perspective, l'ouvrage de Boubacar Barry sur *la Sénégalie du XV^e au XIX^e siècle* constitue un véritable plaidoyer pour l'intégration d'un espace éclaté, du fait du partage colonial et de la balkanisation de l'ex-AOF.

D'un point de vue opérationnel et méthodologique, le cadre régional offre des avantages réels pour l'épanouissement de l'historiographie africaine. Tout en nous permettant d'échapper au carcan d'une histoire nationale étriquée et pernicieuse, il nous évite de tomber dans les généralités d'une histoire continentale certes nécessaire mais parfois mutilante.

Ce cadre, raisonnablement vaste, peut nous éviter les aléas de l'Association panafricaine des historiens qui, créée à Dakar en 1972, n'a pas eu les moyens de sa politique. Le cadre régional nous offre en effet la possibilité de contacts plus faciles et fréquents, entre les historiens, mais aussi avec les spécialistes des autres disciplines des sciences sociales. Ces échanges d'expérience ont une haute portée méthodologique.

Dans les considérations qui précèdent, nous avons voulu rassembler les grandes étapes qui ont marqué le développement de la recherche de l'histoire, en Afrique noire principalement. C'est là incontestablement, l'un des moyens pour cerner les tendances et les problématiques, apprécier les sauts qualitatifs de l'historiographie et évaluer son impact sur la société. On constate aisément que depuis ce cours professé à Berlin en 1830 où Hegel affirmait de façon péremptoire, que "l'Afrique n'était pas une partie historique du monde", beaucoup de chemin a été fait.

Les historiens africains ont très tôt compris la nécessité d'une prise en compte de la communication du savoir, qui apparaît comme une articulation majeure des modèles d'évaluation de la production historique. C'est ce qui explique que l'initiative la plus importante de l'Association des historiens africains, dès le congrès de Dakar en 1972, fut la création d'une revue appelée *AFRIKA ZAMANI* (l'Afrique d'autrefois). *AFRIKA ZAMANI* apparut très vite comme le forum de la communauté panafricaine des historiens, un incitateur de la recherche et du progrès de la science historique, une banque des expériences méthodologiques et pédagogiques. Au fil des ans, *AFRIKA ZAMANI* s'imposa comme revue éminente, au triple plan d'exigence d'objectivité, de conscience africaine et de science universelle. Son audience internationale fut sanctionnée au XV^e congrès mondial des sciences historiques, réuni à Bucarest en 1980.

Seule une volonté inébranlable a permis d'assurer la survie de la revue *AFRIKA ZAMANI*, confrontée de longues années durant, à de difficiles problèmes, dépendante qu'elle était de subventions d'Etats frisant tous la banqueroute. La décision du CODESRIA d'assurer le financement de notre revue et de permettre ainsi une relance bénéfique est à saluer. La mise en place prochainement, d'un comité scientifique et la définition d'une politique et d'une ligne éditoriale permettront à *AFRIKA ZAMANI* de jouer pleinement son rôle.

La production historique en Afrique et sur l'Afrique, au cours des dernières décennies, est fort appréciable, aussi bien par le volume, la qualité, l'élaboration théorique que par les apports originaux fondés sur des champs d'investigation spécifiques. Nous allons rapidement en dégager les thèmes majeurs et les grandes orientations méthodologiques.

Dans l'historiographie africaine, la détermination des origines, de l'occupation d'un territoire et de la formation d'une entité sociale est parmi les sollicitations nouvelles, l'une des préoccupations fondamentales. Cette quête d'identité se justifie par le besoin de se faire apprécier, de se situer dans la continuité et la pérennité, en faisant renaître une réalité historique et culturelle longtemps ensablée dans une mer de mépris.

Cette vision de l'histoire est symbolisée par l'œuvre monumentale de Cheikh Anta Diop qui, en formulant ses thèses sur l'antériorité des civilisations nègres, a restitué aux Africains le sens de leur identité dans la longue durée. Cheikh Anta Diop a su mener le bon combat et n'a pas reculé devant l'adversité et la falsification. En restituant à l'Afrique noire la brillante civilisation égypto-pharaonique, il a donné une orientation nouvelle et féconde à différents domaines des sciences sociales (anthropologie physique, linguistique, philosophie, etc.), bouleversant ainsi les données antérieures sur l'histoire culturelle de l'humanité.

A une échelle réduite et dans le cadre de monographies, de nombreux historiens africains ont tenté une analyse critique sur les origines, les migrations et le processus d'implantation de divers groupes humains. Cela a donné des travaux remarquables, tel l'ouvrage de Henriette Diabaté sur *Le Sannvin, sources orales et histoire*.

Les problèmes de l'Etat, des institutions sociopolitiques et des modes de gouverner dans l'Afrique précoloniale ont également sollicité les historiens. Si les grandes entités supranationales tels le Ghana, le Mali, le Songhay, le royaume du Congo ont retenu l'attention, l'historiographie africaine s'est également penchée sur des structures d'une moindre envergure, tirant ainsi d'utiles leçons sur les mécanismes de fonctionnement de nos sociétés. L'Ecole d'histoire et d'anthropologie de Brazzaville s'est ainsi distinguée, dans la recherche, en élaborant une typologie des formations politiques dans la cuvette du Congo.

Les effets du contact Europe/Afrique depuis le XV^e siècle constituent un autre grand thème. Des études ont été menées dans une perspective à la fois qualitative et quantitative sur les dévastations de la traite négrière. Les travaux de l'historien nigérian Inikori sont, de ce point de vue édifiants et servent valablement d'argumentaire à la demande de réparation pour les préjudices historiques portés à l'Afrique. Le pillage économique, la destruction des sociétés sont un autre aspect de cette problématique.

Les relations transsahariennes, qui unissent de longue date le *bilad-es-Sudan* aux pays du Maghreb ont retenu l'attention de nombreux historiens. Des thèses remarquables ont évoqué divers aspects de ces rapports, à la fois économiques, politiques, diplomatiques, culturels et religieux. Les travaux de Dramani Zakari et de Dahirou Yaya constituent de ce point de vue une contribution appréciable éclairant la problématique des rapports anciens et féconds mais aussi les tensions et conflits qui ont présidé à l'histoire des relations entre peuples et Etats, à travers le Sahara. Aujourd'hui la contribution des historiens s'insère valablement dans les efforts de rapprochement entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne — à travers les ouvrages, mais plus valablement peut-être — par des rencontres entre spécialistes, dans le cadre des colloques. Le dernier en date, tenu en novembre 1992 à Marrakech, a permis des échanges fructueux sur les relations entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne à l'aube des temps modernes, ouvrant des perspectives sur le nécessaire rapprochement des peuples, de part et d'autre du Sahara, que les archéologues et historiens n'ont jamais considéré comme une barrière.

Un thème fort prisé est celui des résistances et rébellions des peuples africains contre l'impérialisme et la domination coloniale. Ce thème porte sur un phénomène socio-politique majeur, qui permet de comprendre non seulement le passé le plus ancien, mais aussi les processus du mouvement de libération nationale et des luttes contemporaines pour la démocratie et les droits de l'Homme.

L'histoire des résistances fut longtemps focalisée sur des biographies de leaders africains célèbres, tel Samory héros de la monumentale thèse de Yves Person, Lat Dior, Rabah, Nzilikazi, etc. Or en Afrique également, ce sont les peuples qui font l'histoire, ce qui a conduit certains historiens à une analyse à la fois plus fine et plus exhaustive du phénomène de résistance à la domination. Les perspectives de recherche de Christophe Wondji sur les peuples forestiers de la Côte d'Ivoire sont de ce point de vue pertinentes.

L'histoire africaine, comme celle de tous les continents, est par essence l'histoire du changement, des mutations liées à des innovations d'ordre technique, politique, social et culturel. Il en a découlé le thème fort ambigu de "modernisation" qui a préoccupé les historiens; une approche méthodologique féconde a voulu, pour mieux cerner les problèmes, les poser en termes de rupture et de continuité. Dans leurs travaux, Ade Ajayi et

Catherine Coquery-Vidrovitch ont abouti à la conclusion qu'en Afrique plus que partout ailleurs peut-être, le nouveau et l'ancien sont étroitement imbriqués, faisant apparaître le changement comme un processus continu et dialectique.

Pour l'historien africain, l'étude des dernières décennies du XX^e siècle qui s'achève est primordiale, en raison de l'accélération dans tous les domaines, du processus de changement, et de l'acuité des problèmes de tous ordres auxquels sont confrontés nos peuples. Il y a donc nécessité de développer ce qu'il est convenu d'appeler "l'histoire immédiate", afin de conduire la recherche et l'analyse conjointement avec les spécialistes des sciences politiques. Des sujets d'une brûlante actualité interpellent ainsi l'historien: par exemple le phénomène du militarisme en Afrique, les conflits ethniques, les luttes politiques et sociales pour la justice, la démocratie et les droits de l'Homme. Les problèmes de l'environnement constituent également un champ de recherches pour l'historien dont les données peuvent aider à comprendre les phénomènes de désertification, de déforestation qui sont avant tout des phénomènes anthropiques.

L'histoire en Afrique, se caractérise par l'élaboration d'une méthodologie répondant à la spécificité des sources disponibles. Ici les sources orales constituent l'un des piliers sur lesquels repose la restitution du passé; elles sont d'une richesse inouïe, en tant que support de la mentalité collective, de la transmission des techniques, de la structure politique sociale et religieuse des communautés humaines. Au cours des années 1950, des historiens formés à l'occidentale, tels Dike et Biobaku au Nigéria commencèrent à s'intéresser à la tradition orale pour en faire la trame de leurs recherches. Peu de temps après, l'oeuvre remarquable de Vansina sur la méthodologie de la tradition orale établit une fois pour toutes, la validité de cette source et sa légitimité académique. L'emploi de la tradition orale fut fondée sur une pratique heuristique de plus en plus vigoureuse: la critique "textuelle" qui établit le degré de fidélité et d'intégrité de la narration; la critique sociologique qui est fondamentale; ainsi que la critique culturelle qui prend en compte les canons littéraires et les jugements moraux qui définissent *mutatis mutandis*, une véritable philosophie de l'histoire. La tradition orale qui fournit une vision de l'intérieur, à la fois originale, riche et vivante a donné naissance à des oeuvres remarquables qui au cours des siècles ont imprimé une dimension nouvelle aux sciences sociales mais aussi à la littérature. C'est sur la base de l'oralité que furent établis les textes des fameux *Tarikh*s du *bilad-es-Sudan* (*Tarikh-al-Fattah* et *Tarikh-es-Sudan*), de la chronique de Kano au Nigéria et de la chronique de Kilwa en Afrique orientale. Plus près de nous, l'oeuvre de Djibril Tamsir Niane sur Soundiata Keita, et celle de Wa Kamissoko retraçant la Grande Geste du Mali donnent une tonalité particulière à l'histoire des grands empires de l'Afrique précoloniale. L'utilisation de la tradition orale, aujourd'hui établie dans

toutes les universités africaines constitue, incontestablement, l'une des plus grandes réalisations pour le progrès de sciences sociales en Afrique subsaharienne.

Le découpage et les spécialisations ont parfois paru outranciers. Cependant ils ne correspondent pas toujours à la réalité sociologique africaine qui se présente de manière totale et donc fait appelle à une approche pluridisciplinaire. Si en effet l'histoire occupe parmi les sciences sociales, une place de choix, si elle s'est forgée un outil méthodologique de plus en plus performant, elle ne peut évoluer en vase clos. Elle a ses limites, elle suscite parfois des doutes, d'où le nécessaire recours à d'autres disciplines, dans une perspective de recherches comparatives toujours fructueuses. Il est établi que la réflexion anthropologique peut nourrir la recherche historique, permettant de mettre en évidence les linéaments de la vie du groupe, dans leurs dimensions religieuse, culturelle et économique. L'ouvrage de J. F. Nadel *Byzance noire*, bien que déjà ancien, illustre bien cette heureuse symbiose.

L'ethnologie également, apparait comme un recours indispensable à l'historien africain. L'ethnologue, par son travail sur le terrain a permis à l'historien de replacer ses sources orales dans leur contexte culturel, et d'évaluer ainsi l'impact du milieu sur les traditions orales et leurs déformations. Dans le grand jeu des rapprochements interdisciplinaires en Afrique, la linguistique et l'histoire ont eu souvent à être confrontées. Dans cette science du mouvement des peuples qu'institue l'histoire, il serait en effet paradoxal que n'intervienne pas la science qui étudie le moyen essentiel de communication: les langues. Il n'est pas étonnant que ce soit par le biais de la linguistique comparée que Cheikh Anta Diop et Théophile Obenga ont établi de façon magistrale l'unité culturelle du vaste ensemble "Egypto-négro-africain".

De leur côté, ethnologues, anthropologues et linguistes africains ont connu certaines remises en cause, au contact de la dimension historique. Celle-ci leur a permis de voir dans leur objet d'étude, autre chose que des reliques et des organismes fonctionnels. L'histoire a inspiré à l'ensemble des sciences sociales une démarche attentive aux dynamismes et aux conflits qui président à la vie des communautés humaines. Un autre courant remarquable est celui des spécialistes de science politique qui ont compris l'importance de l'histoire précoloniale pour analyser et expliquer les phénomènes contemporains. Le phénomène de l'ethnicité qui gangrène aujourd'hui la vie politique en Afrique, mais aussi les solidarités primaires qu'il faut exploiter à des fins unitaires, participent tous dans l'effort pour une meilleure connaissance du présent et du devenir des peuples et Etats d'Afrique.

A l'aube du III^e millénaire, l'Afrique apparait confrontée à bien des défis. Sans verser dans l'afropessimisme, il est clair que le tableau est sombre dans bien des secteurs. La crise économique est devenue rampante.

Les peuples africains ploient sous le fardeau des plans d'ajustement imposés par les institutions financières internationales. Dans bien des régions, l'Etat est en complète déliquescence, incapable de jouer le rôle qui lui revient; la famine menace et le processus de déscolarisation lié à une paupérisation généralisée s'installe inexorablement. Pour toutes ces considérations, l'intelligentsia africaine d'aujourd'hui doit faire preuve d'une ouverture prospective et d'une dynamique plus entreprenante. S'il est vrai qu'une "histoire d'anticipation" n'existe nulle part, il importe cependant de réfléchir à l'avenir de la pratique historique pour l'Afrique de demain. Que l'on s'interroge sur ce qu'il y a à faire pour les Africains du XXI^e siècle. L'entreprise est de taille, et nécessite des problématiques fécondes et des modalités aptes à favoriser l'avènement d'une ère de renaissance, qui permettrait de renouer avec le cycle des grands accomplissements qui caractérisèrent les empires du Mali, du Songhay, du Monomotapa, etc., dans les domaines politiques, sociaux et économiques. Pour cela, d'autres colloques, d'autres séminaires méritent d'être programmés, pour féconder des intelligences, susciter et mobiliser la communauté des historiens africains, dans un dialogue nécessairement enrichissant avec les spécialistes des divers domaines des sciences sociales.

C'est le lieu de saluer l'heureuse initiative du CODESRIA d'organiser en avril 1994 à Bamako un séminaire-atelier sur le thème "Héritage, historiques et processus démocratiques en Afrique: commentaires d'historiens". Comme le souligne si pertinemment l'argumentaire de cet important atelier, il est utile de donner la parole aux historiens, pour introduire, dans le débat sur la démocratisation des sociétés africaines, les cultures et croyances populaires, les prédispositions historiques et les innovations coloniales et postcoloniales. L'histoire, sollicitée comme fondement, recours et mémoire est à même d'enrichir le débat enclenché par les économistes, politologues et juristes sur les conditions d'une bonne transition vers la démocratie en Afrique et d'une bonne gestion des affaires publiques.

Il n'est pas superflu, pour conclure d'insister encore une fois sur la place et le rôle de l'historien dans nos sociétés. L'histoire en effet est bien loin d'être ce dédale de choses mortes et figées. L'apparente confusion entre le passé et le périmé, l'ancien et le caduc, le culte du pragmatisme sommaire ont conduit quelques esprits égarés à mépriser l'histoire. "L'oubli du passé est mortel pour le progrès" écrivait il y a quelques années le philosophe Régis Debray. Et Paul Valéry de renchérir: "L'histoire donne à l'avenir le moyen d'être pensé". Science de la maîtrise du passé et conscience du temps, l'histoire nous permet entre autres de faire les synthèses nécessaires aux ruptures et aux réajustements que nous imposent, au regard de nos héritages, notre présent et notre devenir. Pour les sociétés africaines en pleine mutation, confrontées à d'énormes défis, l'information et la réflexion historiques constituent un puissant levier en vue d'un "réarmement moral"

pour le développement. On sait au demeurant, comment dans l'Asie orientale contemporaine, le recours critique au passé a favorisé les mutations les plus audacieuses et les plus harmonieuses aussi, permettant à cette partie du monde de relever les défis et d'entrer dans le III^e millénaire par la grande porte. L'Afrique a là un exemple à suivre.

* AFRIKA ZAMANI, Département d'Histoire, Université de Yaoundé,
Cameroun